

IDEES FORCE POUR L'AVENIR DE BRUXELLES

Cercle Royal Gaulois Artistique et Littéraire, 5 rue de la Loi, 1000 Bruxelles

Tribune mensuelle « Ville et Société »

Lundi 8 janvier 2007

Déjeuner-débat introduit par

Mme Joëlle MILQUET,

Présidente du CDH, Première Echevine de la Ville de Bruxelles

Avec la participation de Hamza Fassi-Fihri et Christian Ceux, Echevins de la Ville de Bruxelles

INTRODUCTION

Le Cercle a eu l'honneur de recevoir, au cours des sept années d'existence de la Tribune mensuelle « Ville et Société », différents représentants de la Ville de Bruxelles, notamment les Bourgmestres François-Xavier de Donnée et Freddy Thielemans, et les échevins Georges Dallemagne, Henri Simons et Bertin Mampaka.

La victoire électorale du CDH, sous la houlette de Joëlle Milquet, et la place qu'elle a acquise au sein de l'équipe dirigeante de la Ville ont été l'occasion privilégiée pour les membres du Cercle et leurs invité(e)s de venir l'écouter, à un moment crucial pour l'avenir de Bruxelles. Elle exposera ses vues, autant sur les politiques de la ville : logement, sécurité, mobilité et environnement, que sur les conditions institutionnelles indispensables pour les rendre possibles.

EXPOSE

L'orateur a exposé ses vues au sujet de chacun des enjeux actuels pour la Ville de Bruxelles et la Région de Bruxelles-capitale :

- La relation Gouvernement fédéral Bruxelles : plus d'investissements seraient nécessaires dans le secteur culturel et économique, en compensation des revenus des personnes et sociétés qu'elle transfère vers l'ensemble des régions.
- La relation Région-communes: l'autonomie et la diversité communales restent un rempart contre les tentatives de faire de Bruxelles une seule commune, divisée en districts (Anvers). Des contrats plus nombreux entre les communes et la Région pourraient remédier à nombre de dysfonctionnement et d'inégalités. Des rencontres à date régulière seraient à programmer entre la Région et les communes sur les questions relevant de compétences conjointes.
- Les communes autant que la Région présentent un déficit en matière de gouvernance et d'efficacité administrative, notamment à cause du faible niveau de concertation entre fractions politiques et entre services fonctionnels. Les centres culturels communaux surnuméraires dans les communes riches en sont un exemple. Une synergie accrue serait nécessaire pour développer une identité bruxelloise de capitale européenne dans le chef des citoyens. Une politique d'ouverture et d'accueil vis-à-vis des habitants des autres régions et des visiteurs étrangers pourraient se traduire par des initiatives concrètes. Elles pourraient contribuer à améliorer leur perception de la capitale. Ces initiatives pourraient s'adresser tout autant aux belges d'origine étrangère.
- Au plan de l'humanisme, une plus grande attention serait à porter aux besoins des personnes seules, notamment en matière de qualité de vie et de sécurité.

DEBAT

A une question sur l' « Appel aux Bruxellois », l'orateur se réjouit de l'émergence d'une identité multiculturelle bruxelloise et les efforts en vue d'un projet de ville, mais craint un repli bruxellois semblable à celui des deux autres régions. Faut-il être bruxellois avant d'être francophone ou néerlandophone bruxellois ?

Quant au conflit entre les communautés linguistiques et la Région de Bruxelles, l'orateur estime que la COCOF et la VGC devraient rentrer dans le giron des communautés, fut-ce pour des raisons d'économie. Le tourisme bruxellois pourrait utilement être transféré des communautés à la Région bruxelloise. Les problèmes des écoles francophones bruxelloises devraient trouver une solution au sein de la Communauté française.

L'orateur estime également qu'il faudrait supprimer les provinces et insérer dans les gouvernements régionaux les compétences et les administrations provinciales actuelles (9.000 fonctionnaires !), dont la valeur ajoutée n'est pas prouvée.

A une question posée sur la position commune des chefs de partis francophones, l'orateur estime normale l'affirmation que la Communauté française et la Région wallonne « ne demandent rien ». Les revendications flamandes pour une autonomie accrue des politiques de l'emploi sont basées sur des statistiques fausses mais admises à force d'être répétées.

Un participant se demande pourquoi les partis francophones ne réagissent pas, face aux non-vérités flagrantes de l'argumentaire des partis flamands, par exemple sur les transferts supposés de revenus entre Flandre et Bruxelles alors que la réalité est inverse. Les transferts de la sécurité sociale existent, mais pas entre le nord et le sud du pays. Ils ont lieu bien davantage entre les arrondissements plus jeunes de l'est du pays et les arrondissements plus âgés de l'ouest. Ces derniers sont les bénéficiaires de la sécurité sociale et du système des pensions, alors que les premiers les financent par leurs contributions.

Un participant estime que le carcan régional bruxellois rend impossible le bon aménagement du territoire et des transports, y compris la réglementation des bruit des avions. La mise en place d'un schéma directeur couvrant l'ancien Brabant ne pourrait-il être mis dans l'agenda des positions francophones pour 2007 ? Cela bénéficierait à tous.

Plusieurs questions enfin ont été adressées aux échevins Fassi Fihri et Ceux. Ce dernier se penchera en priorité sur les choix d'investissements de transport (tram ou métro), sur le logement social et sur l'avenir de la Cité Administrative. En matière d'environnement M. Fassi Fihri a exposé son programme « Agenda 21 » pour une synergie accrue entre les actions de la Ville en matière d'environnement et les autres actions de la Ville.

Pierre Laconte, Fondation pour l'environnement urbain
(www.ffue.org).